



Une action aux côtés de **L'AFRIQUE**





Le partenariat entre l'OCDE *et l'Afrique*

TABLE DES MATIÈRES

- L'Afrique est en marche, mais les écueils sont nombreux, en particulier dans le contexte de la récession mondiale actuelle
- L'OCDE fait évoluer ses missions pour s'adapter à la nouvelle donne mondiale
- Des relations de partenariat de plus en plus étroites entre l'OCDE et l'Afrique
- Ensemble vers l'avenir

ANNEXES

1 CROISSANCE

- 1.1 Investissement
- 1.2 Échanges
- 1.3 Agriculture et sécurité alimentaire
- 1.4 Innovation et TIC
- 1.5 Concurrence

2 FINANCES PUBLIQUES

- 2.1 Fiscalité
- 2.2 Budgétisation et dépenses publiques
- 2.3 Gestion de la dette publique

3 GOUVERNANCE

- 3.1 Lutte contre la corruption
- 3.2 Gouvernance publique et développement régional
- 3.3 Comportement responsable des entreprises du secteur des industries extractives
- 3.4 Gouvernement d'entreprise

4 SOCIÉTÉ

- 4.1 Éducation et formation
- 4.2 Santé
- 4.3 Migrations
- 4.4 Distribution des revenus et réduction de la pauvreté

5 CHANGEMENT CLIMATIQUE

- 5.1 Relever les défis
- 5.2 Autres enjeux environnementaux

6 ÉTUDES ET STATISTIQUES

- 6.1 Études économiques
- 6.2 Statistiques

7 COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT

- 7.1 Assurer le suivi des flux d'aide à l'Afrique
- 7.2 Promouvoir la reddition mutuelle de comptes
- 7.3 Améliorer l'efficacité du développement
- 7.4 Définir des cadres d'action

RESSOURCES

PUBLICATIONS DE L'OCDE EN RAPPORT AVEC L'AFRIQUE

ANNEXE 1 : LA PARTICIPATION DE L'AFRIQUE AUX TRAVAUX DES ORGANES DE L'OCDE

ANNEXE 2 : APD À L'AFRIQUE : RÉSUMÉ

WHO'S WHO

LE PARTENARIAT ENTRE L'OCDE
et l'AFRIQUE



CERTES, L'AFRIQUE A FAIT DES PROGRÈS CONSIDÉRABLES, MAIS ELLE DOIT FAIRE FACE À DES DÉFIS MAJEURS, DU FAIT NOTAMMENT DE LA RÉCESSION MONDIALE ACTUELLE

Le continent africain a connu une croissance économique record quatre années de suite jusqu'en 2008. Des progrès ont été faits vers la résolution des conflits qui secouent la région, mais dans certains pays, la gouvernance et l'instabilité demeurent des enjeux de taille. Aggravées par la crise économique, la pauvreté et l'insécurité alimentaire restent problématiques, mais de notables améliorations se font jour néanmoins dans certains domaines comme la scolarisation dans l'enseignement primaire et le développement des infrastructures (les technologies de l'information et de la communication (TIC), par exemple).

• La crise mondiale a ramené le taux moyen de croissance économique de l'Afrique des environs de 6 % sur la période 2006-2008 à 2.5 % en 2009, la croissance réelle du PIB par habitant étant quasiment au point mort. L'application de politiques macroéconomiques prudentes a contribué à atténuer l'onde de choc en ména-

geant une marge de manœuvre sur le plan budgétaire qui a permis l'adoption de mesures contracycliques. Le renforcement des liens entre le continent africain et l'Asie – qui continue de se développer à vive allure – a également amorti les conséquences sur la région du ralentissement dans la zone OCDE. Selon l'édition 2010 des *Perspectives économiques en Afrique*, publiée conjointement par l'OCDE, la Banque africaine de développement (BAFD) et la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA-ONU), les économies africaines devraient se redresser progressivement, en s'appuyant sur une croissance moyenne de 4.5 % en 2010 et de 5.2 % en 2011.

• A cinq ans de l'échéance des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), les progrès vers la concrétisation de nombre d'entre eux sont lents et il semble peu probable qu'ils soient tous atteints en Afrique. Si des avancées notables ont été réalisées sur le front de l'enseignement primaire, de l'égalité homme-femme et

de certains aspects des OMD relatifs à la santé, les OMD relatifs à l'emploi, à la pauvreté et à la mortalité maternelle, en particulier, restent hors d'atteinte pour plusieurs pays.

• Si l'Afrique veut accélérer les progrès vers la réalisation des OMD, elle doit être en mesure de maintenir la croissance soutenue de ces dernières années. La communauté internationale a un rôle essentiel à jouer, en agissant pour rétablir la confiance et stimuler l'économie réelle, et en veillant à ce que les politiques mises en œuvre contribuent à répondre aux besoins de l'Afrique et des autres régions en développement. Les gouvernements africains ont eux aussi des défis à relever qui, pour beaucoup, sont ceux auxquels sont confrontés depuis des décennies les gouvernements des pays de l'OCDE : comment promouvoir une croissance économique durable, améliorer la gestion des finances publiques, mettre en place des structures de gouvernance solides, favoriser la cohésion sociale et comment réagir face aux enjeux du changement climatique.

L'OCDE FAIT ÉVOLUER SES MISSIONS POUR FAIRE FACE À LA NOUVELLE DONNE MONDIALE

Sur tous ces fronts, l'OCDE a accumulé un vaste ensemble de savoirs et de compétences. Depuis des décennies, dans ses pays membres comme dans les autres pays, elle contribue à l'élaboration de politiques économiques et sociales saines afin d'aider gouvernements et sociétés à recueillir les fruits de la mondialisation tout en s'attaquant aux grands défis qui peuvent y être associés. Aujourd'hui, sa mission est plus essentielle que jamais. L'économie internationale traverse une épreuve dont les enjeux sont majeurs. Dans un monde de plus en plus intégré et interdépendant, il est de la responsabilité de chacun et de l'intérêt de tous de

promouvoir le développement économique dans toutes les régions du monde. Face à de tels enjeux, l'OCDE elle aussi change. Elle a entrepris de s'ouvrir davantage, de prendre en compte une réalité désormais plus diverse et de se montrer plus réceptive à la pluralité des voies qui mènent à la croissance et au développement. Elle suit une évolution qui lui confère une dimension mondiale et développe ses relations avec plus d'une centaine d'économies non membres.

•L'OCDE a engagé avec l'Afrique du Sud, le Brésil, la Chine, l'Inde et l'Indonésie un processus d'Engagement renforcé qui a pour finalité de permettre à ces pays d'être associés sur un pied d'égalité aux travaux des

pays membres de l'OCDE autour d'un éventail de plus en plus large de questions. Fondée sur les critères de l'avantage mutuel, du partenariat et du partage des connaissances et des méthodes de travail de l'Organisation, la nouvelle stratégie des relations mondiales de l'OCDE renforce encore la pertinence de ses travaux et sa réactivité face aux besoins de la communauté internationale.

•L'OCDE a parallèlement engagé un processus d'élargissement : en 2010, les négociations en vue de l'adhésion de quatre nouveaux pays membres (Chili, Estonie, Israël et Slovaquie) ont abouti et d'autres sont en cours avec la Fédération de Russie.

DES RELATIONS DE PARTENARIAT DE PLUS EN PLUS ÉTROITES ENTRE L'OCDE ET L'AFRIQUE

L'OCDE, déjà présente depuis longtemps en Afrique, y renforce donc son engagement.

Cette démarche prend en compte les priorités des gouvernements africains eux-mêmes et de leurs partenaires internationaux, priorités définies notamment lors des discussions avec les dirigeants africains à l'occasion des sommets du G8 depuis 2002, et avec l'émergence du G-20, à savoir :

- coopérer avec les gouvernements africains, les institutions panafricaines et les communautés économiques régionales (CER) sur un vaste éventail de questions intéressant les pouvoirs publics pour faciliter l'élaboration et la mise en œuvre de politiques et de stratégies nationales et régionales. A titre d'exemple, les Perspectives économiques en Afrique ont servi de base aux débats auxquels a donné lieu la

réunion ministérielle de l'Union africaine (UA) sur les TIC tenue en Afrique du Sud. Plus récemment, l'UA a demandé à l'OCDE de rédiger des principes de libre accès à soumettre à l'approbation des délégués de l'UA lors de sa prochaine conférence ministérielle qui aura lieu en août 2010 au Nigeria ;

- travailler avec d'autres institutions internationales sur des questions de portée mondiale ayant des répercussions sur l'Afrique, comme les Accords de partenariat économique (APE), les effets de la crise économique mondiale et la baisse des prix des produits de base ;

- prendre part aux grandes initiatives internationales, telles que le Groupe de pilotage du Secrétariat général des Nations Unies pour la réalisation des OMD en Afrique, et nourri les processus du G8 et du G20. Ainsi, à la demande des dirigeants du G8 lors du sommet de l'Aquila (2009), l'OCDE a travaillé

en collaboration avec la BAfD pour rendre compte de leur action en vue de renforcer la contribution de la politique fiscale au développement. De plus, le Forum pour le partenariat avec l'Afrique (FPA) a écrit aux présidents des sommets du G20 en 2009 afin de mettre en avant les priorités de l'Afrique dans le contexte de la crise financière et économique mondiale ; par ailleurs, les conclusions de la 14e réunion du FPA tenue à Toronto en 2010, consacrée pour l'essentiel aux OMD, viendront alimenter les débats auxquels donnera lieu le Sommet que les Nations unies leur consacreront en septembre pour en dresser le bilan.

- jouer un rôle unique dans le suivi des statistiques relatives à l'aide, les examens par les pairs des programmes mis en œuvre par les donateurs, et contribuer à la définition du programme d'action à l'appui de l'efficacité de l'aide ; et

•accepter de continuer d'héberger l'Unité de soutien du FPA, qui présente régulièrement des mises à jour sur la crise et ses répercussions sur l'Afrique et le financement du développement, entre autres domaines d'intervention prioritaires.

•L'engagement de l'OCDE en Afrique dépasse la seule sphère du développement ; il concerne l'ensemble des secteurs de l'Organisation puisqu'il s'appuie sur ses principaux domaines de compétence : fourniture d'analyses et de conseils sur un vaste éventail de questions relevant de l'action publique ; production d'instruments internationalement acceptés ; formulation de décisions et recommandations visant à améliorer le fonctionnement de l'économie mondiale, y compris l'investissement, l'environnement et la lutte contre la corruption dans les transactions commerciales internationales ; production de données statistiques, économiques et sociales comparatives fiables ; ou encore analyse des politiques dans des domaines touchant aussi bien la construction d'indicateurs économiques que les échanges, l'emploi, les migrations, l'éducation, l'énergie, la santé ou l'aide au développement.

•Les annexes qui suivent présentent une synthèse des activités de l'OCDE aux côtés

de l'Afrique dans sept grands domaines. Elles illustrent plus particulièrement les points suivants :

•promouvoir une **croissance économique durable**, objectif pour lequel l'OCDE mobilise ses spécialistes – des politiques de l'investissement, des échanges et de l'agriculture, de l'innovation – et travaille notamment à la mise en commun des pratiques optimales et des leçons tirées de la mise en œuvre des réformes de l'investissement, ainsi qu'à l'évaluation (avec la FAO) des effets de la hausse des prix alimentaires sur la faim, la sécurité alimentaire et la pauvreté ;

•améliorer la **gestion des finances publiques**, objectif pour lequel l'OCDE mobilise ses spécialistes – de la fiscalité, de la réforme budgétaire et de la gestion des finances publiques – et partage les meilleures pratiques avec les gestionnaires africains de la dette, les gouverneurs de banques centrales et autres responsables financiers associés à la gestion de la dette publique ;

•améliorer les structures de **gouvernance**, en s'appuyant sur la compétence de l'OCDE dans le domaine de la lutte contre la corruption, et perfectionner les dispositifs de gouvernance publique et de gouvernement d'entreprise. Fin 2008, l'OCDE et la BAfD

ont signé une *Initiative de lutte contre la corruption et de promotion de l'intégrité dans les activités commerciales* en Afrique ; les deux institutions ont par ailleurs lancé un projet avec des pays d'Afrique australe sur le gouvernement d'entreprise des entreprises publiques. L'OCDE assure le secrétariat du Partenariat pour une gouvernance démocratique, qui aide les pays à se doter d'une fonction publique efficace et œuvre avec les pays africains de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) à l'amélioration des structures de gouvernance et d'investissement à travers l'initiative MENA ;

•bâtir des **sociétés plus intégratrices**, à partir de l'expertise de l'OCDE dans les domaines de l'éducation et de la formation, de la santé, des migrations et de la distribution du revenu. Au nombre des travaux récents figurent des études sur le *Développement des compétences techniques et professionnelles* et la *Gestion des migrations de travail pour soutenir la croissance économique* ;

•réagir aux défis du **changement climatique**, l'un des grands thèmes des travaux récents de l'OCDE, qu'illustrent les travaux relatifs à l'évaluation des coûts et avantages de l'adaptation – ayant abouti à la Déclaration ministérielle sur la prise en compte de l'adaptation au changement climatique

dans la coopération pour le développement – ainsi que l'analyse détaillée des effets du changement climatique sur l'Afrique, en liaison également avec le débat sur la croissance verte et les principaux éléments sur lesquels pourraient s'appuyer l'élaboration d'un dispositif pour l'après-2012. La Session spéciale du FPA sur le changement climatique tenue à Addis Abeba sous les auspices de la CEA-ONU en septembre 2009, où ont été passées en revue les priorités de l'Afrique dans la perspective de la conférence de Copenhague de la CCNUCC en décembre 2009, est venue compléter ces travaux, et en 2010, le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (OCDE/CSAO) lancera une publication consacrée au débat sur le changement climatique et ses possibles répercussions pour la sécurité dans la région du Sahel.

•des **études et statistiques**, dans l'optique de partager les connaissances issues de ses analyses économiques, l'OCDE étant l'une des plus vastes et des plus fiables sources mondiales de données statistiques comparatives. A citer en particulier les *Perspectives économiques en Afrique*, initiative conjointe de la Bafd, de la CEA-ONU et de l'OCDE, et le rôle de l'Organisation en tant qu'hôte du Partenariat statistique au service du développement au XXIe siècle (PARIS21) – qui

aide les pays africains à développer leurs propres capacités statistiques ; et

•la **coopération pour le développement**, qui s'appuie sur le rôle unique que joue l'Organisation en termes de suivi des statistiques et d'examen par les pairs des programmes mis en œuvre par les donateurs, et sur son rôle essentiel au plan international dans la définition du programme d'action à l'appui de l'efficacité de l'aide. Le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE est une tribune de premier plan pour la coordination de l'aide entre les donateurs et produit chaque année un *Rapport sur la coopération pour le développement* qui présente des statistiques faisant autorité sur l'aide publique au développement. Récemment, l'OCDE a collaboré étroitement avec la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) à la rédaction du rapport *Perspectives ouest-africaines : Les ressources pour le développement* et avec la CEA-ONU à celle du Rapport 2009 sur *l'Examen mutuel de l'efficacité du développement en Afrique*.

•Une liste des comités et organes de l'OCDE auxquels participent des pays africains en tant que membres à part entière ou en qualité d'observateurs réguliers figure à l'annexe 1 de la présente brochure.

ENSEMBLE VERS L'AVENIR

L'Afrique est fortement pénalisée par des événements de dimension mondiale qui ne sont pas de son fait. Toutefois, l'OCDE persiste à penser que c'est un continent au vaste potentiel. L'Organisation forme l'espoir qu'en mettant en commun les enseignements issus de l'expérience et en tirant les leçons des exemples de réussite sur ce continent, elle peut aider les gouvernements des pays africains et leur population à concrétiser ce potentiel. L'Organisation est fière de constater que les gouvernements et institutions des pays africains font de plus en plus appel à elle

en tant que partenaire et reconnaissent la pertinence de ses contributions. L'OCDE est déterminée à collaborer avec les gouvernements, non seulement avec ses pays membres, qui forment une communauté de plus en plus large, mais aussi avec les autres pays du monde. En partenariat avec les gouvernements et institutions des pays africains et avec le reste de la communauté internationale, elle continuera à mobiliser toutes ses compétences pour relever les défis associés à la tourmente financière et à la récession qui ont secoué l'économie mondiale et pour accélérer les progrès vers la réalisation des OMD.



1

CROISSANCE INVESTISSEMENT, ECHANGES, AGRICULTURE, INNOVATION

La croissance économique est indispensable pour réduire la pauvreté et réaliser les OMD. À cet effet, il faut créer un environnement favorable à l'investissement, aider les pays à s'intégrer dans l'économie mondiale, s'attacher, en particulier, à promouvoir le développement et la croissance de l'agriculture et favoriser l'innovation. Ce sont des domaines dans lesquels l'OCDE possède une expertise reconnue et est activement engagée avec les partenaires africains.

1.1 Investissement

• L'Initiative NEPAD OCDE pour l'investissement en Afrique est une tribune régionale de premier plan dans le cadre de laquelle les décideurs en charge des questions économiques s'emploient à améliorer le climat des affaires. Elle vise à soutenir les efforts des pays africains en vue de déterminer les domaines prioritaires de la réforme des politiques d'investissement en mettant à profit la méthode d'apprentissage par les pairs de l'OCDE et les instruments relatifs à l'investissement tels que le Cadre d'action pour l'investissement (CAI), les Principes de l'OCDE pour la participation du sec-

teur privé aux infrastructures ou l'Outil de sensibilisation au risque de l'OCDE destiné aux entreprises multinationales.

• Coprésidée par l'Afrique du Sud et le Japon et bénéficiant d'une forte implication des pays africains, l'Initiative travaille en partenariat avec le secteur privé et se veut un vecteur de coopération entre les pays d'Afrique et les principaux pays investisseurs dans le monde. En novembre 2009, l'Initiative a tenu sa quatrième réunion ministérielle à Johannesburg, en Afrique du Sud, qui a porté sur les moyens de mobiliser des ressources en Afrique pour contrer la crise et de stimuler l'investissement

privé dans les infrastructures énergétiques, notamment par le recours au financement carbone. Une cinquième réunion ministérielle aura lieu au Sénégal en 2010-2011.

- L'Initiative soutient également les réformes au niveau national. En 2010, a été lancé un ambitieux programme de renforcement des capacités s'appuyant sur une série d'examins des politiques d'investissement de pays d'Afrique australe inaugurée avec la Zambie. En coopération avec le CSAO-OCDE, elle réfléchit à l'investissement responsable dans le secteur de l'agriculture, une première évaluation au niveau national devant porter sur le Burkina Faso.

- L'Initiative collabore en outre avec le Bureau du conseiller spécial pour l'Afrique rattaché au Secrétaire général des Nations Unies à la publication d'un rapport conjoint intitulé « Diversification économique en Afrique », et avec le CAD-OCDE sur le potentiel de l'aide en tant que levier d'investissement dans les secteurs d'infrastructure. Un nouveau dispositif de formation en matière de renforcement des capacités au profit de partenariats public-privé dans les secteurs d'infrastructure est actuellement mis sur pied avec le concours du Fonds de préparation des projets d'infrastructure (FPPI).

- En collaboration avec des organisations internationales, des centres de recherche,

et le Rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à l'alimentation, le CSAO-OCDE s'attache à promouvoir le dialogue entre les pays investisseurs et l'Afrique de l'Ouest par l'application de principes d'investissement foncier responsable et l'utilisation des instruments de l'OCDE en matière d'investissement. Le CSAO-OCDE et l'Initiative NEPAD/OCDE pour l'investissement en Afrique collaborent avec le gouvernement du Burkina Faso sur les politiques et stratégies dans l'agriculture en s'appuyant sur le Cadre d'action pour l'investissement (CAI).

- Le Programme MENA OCDE pour l'investissement, lancé en 2005, doit servir de cadre à des échanges sur les bonnes pratiques et les enseignements tirés de l'application des réformes de l'investissement entre les décideurs des pays MENA et leurs homologues des pays de l'OCDE. Ce programme a contribué à l'adhésion des deux premiers pays africains – l'Égypte (2007) et le Maroc (2009) – à la Déclaration de l'OCDE sur l'investissement international et les entreprises multinationales, la Jordanie s'étant récemment portée candidate à l'adhésion. L'Égypte a aussi été le premier pays sur le continent à utiliser le CAI pour entreprendre un examen complet de sa politique d'investissement. Les stratégies d'amélioration du climat des affaires (BCDS)

du Maroc et de l'Égypte seront publiées en 2010, et celles de la Jordanie et de la Tunisie seront examinées en 2010-2011. En novembre 2009, la conférence ministérielle organisée dans le cadre de l'Initiative MENA a approuvé la « Déclaration de Marrakech sur la gouvernance et l'investissement ».

- L'investissement est l'une des questions centrales suivies par le FPA, créé au Sommet du G8 d'Évian en 2003 pour élargir et approfondir le dialogue entre l'Afrique et ses partenaires au développement. L'Unité de soutien du FPA, installée à l'OCDE, a établi plusieurs rapports sur l'investissement pour les réunions successives du FPA.

Principaux liens :

www.oecd.org/daf/investment/pfi

www.oecd.org/daf/investissement/afrique

www.oecd.org/mena/investment

www.forumpartenariatafrique.org

1.2 Échanges

- L'OCDE réalise d'importants travaux analytiques et liés aux réformes dans le domaine des échanges. Certaines de ses activités sont centrées sur des questions présentant un intérêt direct pour l'Afrique. Elles concernent en particulier l'impact sur l'Afrique de l'érosion potentielle des préférences à la suite de la libéralisa-

tion multilatérale dans le cadre du Programme de Doha pour le développement, ainsi que les coûts potentiels de l'ajustement budgétaire résultant de la libéralisation des échanges.

- Des travaux approfondis ont été consacrés aux intérêts et préoccupations des pays africains dans le contexte du débat sur le traitement spécial et différencié à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). L'OCDE a proposé un accès par pays à ces dispositions, en fonction d'impératifs de développement et de critères économiques.

- Dans le contexte des travaux de l'OCDE sur l'Aide pour le commerce, des analyses sont réalisées sur les façons d'améliorer les capacités commerciales en Afrique, grâce à l'aide ou à d'autres moyens d'action.

- D'autres analyses et études de cas sur l'Afrique ont été incorporées dans des travaux récents sur la facilitation des échanges, le commerce des services, les obstacles non tarifaires, les échanges et l'ajustement structurel, et l'articulation entre la politique commerciale et l'investissement direct étranger dans le secteur agro-alimentaire.

- Parmi les autres travaux sur les échanges consacrés à l'Afrique, il convient de citer l'analyse du renforcement du marché régional en Afrique de l'Ouest en vue d'assurer la sécurité alimentaire et de faire reculer la pauvreté –

dans le cadre d'une initiative engagée sous les auspices de la CEDEAO, en partenariat avec le CSAO-OCDE. Des propositions relatives à une politique régionale en faveur de l'élevage ont été adoptées par les ministres de la CEDEAO en février 2009.

Principaux liens :

www.oecd.org/echanges

www.oecd.org/tad/echangedev

www.oecd.org/csao/elevage

1.3 Agriculture et sécurité alimentaire

- Dans l'immédiat, une source majeure de préoccupation tient à l'impact de l'instabilité des prix alimentaires sur la faim, la sécurité alimentaire et la pauvreté. L'OCDE, en coopération avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), continuera de fournir les analyses de marché et les prévisions requises pour un dialogue éclairé. L'OCDE offre aussi une tribune pour des débats à haut niveau sur les actions publiques efficaces dans des domaines tels que le soutien à l'agriculture, l'aide humanitaire et l'aide au développement, la politique des biocarburants et l'innovation technologique.

- De 2005 à 2007, afin d'aider les gouvernements

des pays africains à améliorer la conception de leurs politiques agricoles et de lutte contre la pauvreté, le ministère des Affaires étrangères de la France, le Fonds international de développement agricole (FIDA) et l'OCDE ont réalisé le Projet conjoint d'appui à l'agriculture africaine (PAAA). Un Forum mondial sur l'agriculture s'est tenu à Rome en 2007 avec le concours des organisations basées à Rome, de la Banque mondiale et du Gouvernement de l'Italie, forum qui a porté sur des questions liées au développement de l'agriculture africaine à partir des conclusions du PAAA.

- L'OCDE a tenu en février 2009 une réunion dans le cadre du « Dialogue sur les politiques à suivre face au niveau élevé des prix alimentaires : perspectives et réaction des donneurs à moyen terme » dans l'optique de faire le point sur les causes et les conséquences de la flambée des prix alimentaires, ainsi que sur les perspectives à moyen terme, et de convenir des moyens à mettre en œuvre pour appuyer les politiques engagées par les pays partenaires. Les recommandations qui en ont été dégagées ont nourri les débats de la Réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des Ministres de 2009.

- En coopération avec des organisations régionales africaines, le CSAO anime le « Réseau de prévention des crises alimentaires – RCPA », qui fait le point sur la situation agricole et

alimentaire en Afrique de l'Ouest et publie des notes d'information mensuelles sur la sécurité alimentaire. Le RCPA participe à des travaux d'analyse sur des questions de sécurité alimentaire telles que les Profils pays et le Programme régional d'investissement agricole (PRIA). Sur la base des conclusions du RCPA, une conférence ministérielle des pays membres de la CEDEAO s'est tenue à Lomé en mai 2010 afin de mettre en place une réponse régionale à la crise actuelle de l'alimentation et de la nutrition. L'OCDE a par ailleurs soutenu la CEDEAO et le Comité permanent Inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS) dans les négociations engagées en vue de l'adoption de la Charte de prévention et de gestion des crises alimentaires. Ce processus sera mené à bien par tous les pays membres du CILSS et de la CEDEAO et quelques partenaires clés.

- L'OCDE collabore avec la FAO sur un projet financé par la Fondation Bill et Melinda Gates visant à mettre au point un système de suivi des politiques africaines pour l'alimentation et l'agriculture (MAFAP). Ce système s'articulera autour d'un rapport de suivi et d'études de fond sur un nombre grandissant de pays. Les rapports présenteront des indicateurs et des analyses qui éclaireront les décisions dans deux grands domaines : premièrement, com-

ment les politiques alimentaires et agricoles peuvent-elles au mieux servir les objectifs nationaux sur les fronts du développement, de la sécurité alimentaire, de la lutte contre la pauvreté et de l'utilisation des ressources naturelles ? Deuxièmement, comment l'aide et les dépenses publiques peuvent-elles cibler les secteurs où les besoins sont les plus aigus et les rendements potentiels les plus élevés ? Les informations qui en seront tirées viendront enrichir le processus décisionnel au niveau des pays ainsi que les mécanismes de dialogue au niveau des régions et du continent africain, de même qu'avec les donateurs et autres parties prenantes.

- L'Unité de soutien du FPA a produit une série d'analyses de fond et de rapports d'étape sur l'agriculture africaine, qui constitue l'un de ses principaux thèmes d'examen. Son analyse la plus récente, développée dans le rapport 2009 établi conjointement avec la CEA-ONU intitulé *Examen mutuel de l'efficacité du développement en Afrique*, examine ce qui a été fait jusqu'ici pour honorer les engagements souscrits à l'appui de l'agriculture africaine, et de 14 autres secteurs clés, dresse le bilan des résultats obtenus et fait ressortir les principales priorités pour l'avenir. Tous ces éléments seront actualisés pour l'édition 2010 du Rapport qui sera publié en septembre afin d'enrichir les débats du Sommet

des Nations unies où sera fait le point sur la concrétisation des OMD.

Principaux liens :

www.agri-outlook.org
www.food-security.net
www.oecd.org/csao/terres
www.oecd.org/csao/securitealimentaire
www.forumpartenariatafrique.org
www.oecd.org/tad/soutien

1.4 Innovation

- Lors de sa réunion au niveau des Ministres de 2007, le Conseil de l'OCDE a lancé une nouvelle initiative majeure, la Stratégie de l'OCDE pour l'innovation. Elle associe les économies membres et des économies non membres dans un effort résolu pour mieux appréhender les écosystèmes d'innovation naissants dans notre monde en voie de globalisation, et mieux les mobiliser afin d'atteindre les objectifs de l'action publique. La Stratégie a été publiée en 2010. L'OCDE continuera de s'employer à engager dans ce projet des pays de toutes les régions du monde, et notamment d'Afrique.

- Un atelier OCDE/UNESCO sur l'innovation et le développement a été organisé du 28 au 30 janvier 2009 dans le cadre des travaux relatifs à la Stratégie de l'OCDE pour l'innovation, afin d'examiner comment renforcer le rôle de l'in-

novation dans le processus de développement des pays en développement pauvres. L'Atelier, qui a traité en particulier de l'Afrique, a réuni des experts des pays africains participants, comme l'Afrique du Sud, le Cameroun, le Ghana, l'Égypte, le Kenya, Maurice, le Mozambique et le Sénégal. Un rapport de synthèse intitulé « Innovation for development : Converting Knowledge for value » a été publié en juin 2009 sous les auspices conjoints de l'OCDE et de l'UNESCO (accessible sur <http://unesdoc.unesco.org/images/0018/001832/183288e.pdf>). Un rapport sera publié fin 2010, qui rassemblera les conclusions de cette conférence et d'une réunion d'experts sur le thème « Innover pour échapper à la pauvreté », organisée par la Direction de la coopération pour le développement (DCD) de l'OCDE les 6 et 7 avril 2009, et fera ressortir les moyens à mettre en œuvre pour optimiser le rôle de l'innovation au service du développement.

- L'Afrique du Sud et l'Égypte participent aux travaux du Comité de la politique de l'information, de l'informatique et des communications (PIIC). En 2009, l'OCDE a pris part au Forum sur la gouvernance de l'Internet, qui s'est tenu à Charm el-Cheikh, en Égypte.

- Les technologies de l'information et de la communication (TIC) sont essentielles à toute action visant à faire reculer la pauvreté, à amé-

liorer l'accès aux services de santé et d'éducation et à créer de nouvelles sources de revenu et d'emploi pour les pauvres. Au cours de la dernière décennie, les TIC, et en particulier les téléphones portables, ont également ouvert de nouveaux circuits de circulation des idées, qui concourent à promouvoir la démocratie et les droits de l'homme. Un atelier sur la cohérence des politiques dans l'application des TIC au service du développement a été organisé les 10 et 11 septembre 2009 sous les auspices conjoints de l'OCDE et du Programme Information au service du développement ((infoDEV) de la Banque mondiale. Cet atelier avait pour but de mettre en commun les bonnes pratiques recensées dans le cadre des approches cohérentes déployées pour atteindre les objectifs de développement définis par les ministres dans la Déclaration de Séoul sur le futur de l'économie Internet de 2008 (pour plus d'informations, voir www.oecd.org/ict/4d). L'Unité de soutien du FPA a aussi préparé un document sur l'administration électronique en Afrique à l'intention de la présidence italienne du G8 dans le contexte de la 12e réunion du FPA qui s'est tenue à Rome en juin 2009.

- De plus, un atelier consacré aux principales tendances de la délocalisation internationale de services fondés sur les TIC après la crise a été organisé en Égypte le 14 novembre 2009

en coopération avec l'Information Technology Industry Development Agency, sous les auspices du ministère égyptien des Communications et des nouvelles technologies. La finalité de cet atelier était de faire le point sur les récentes évolutions, les besoins en services de TI en termes de demande ainsi que les enjeux du côté de l'offre, et d'en dégager des enseignements de façon à élaborer des stratégies et des politiques publiques (pour plus d'informations, voir www.oecd.org/sti/offshoring).

- L'innovation dans les TIC est un rouage essentiel d'une économie dynamique et compétitive. Si l'Afrique est à la traîne en termes de téléphonie fixe, les nouvelles technologies et les nouveaux modèles d'entreprise parviennent à contourner les inefficiences du marché et les rigidités institutionnelles. Dans le cadre de la préparation de l'édition 2008/2009 des *Perspectives économiques en Afrique*, l'OCDE a organisé une réunion d'éminents experts, décideurs et représentants du secteur privé de pays d'Afrique et de l'OCDE en vue de faire le point sur les progrès accomplis par les pays africains pour assurer un déploiement des TIC au service du développement, d'examiner les pratiques exemplaires en termes de politiques publiques, de régulation et de financement, et de formuler des recommandations pour faire face aux défis à venir.

•L'examen par l'OCDE de la politique d'innovation de l'Afrique du Sud, entrepris par le Comité de la politique scientifique et technologique (CPST) — où l'Afrique du Sud siège en qualité d'observateur depuis 1998 — a été achevé à la mi 2007. Le gouvernement sud-africain a très bien accueilli ce rapport et en a partagé les conclusions avec les autres pays membres de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC). D'autres travaux de l'OCDE avec l'Afrique du Sud ont examiné les points forts et points faibles de trois aspects de l'innovation : le renforcement des capacités d'absorption de la technologie ; le transfert de technologie ; et la création de réseaux de savoir.

Principaux liens :

www.oecd.org/sti/innovation/examens

www.oecd.org/sti/offshoring

www.oecd.org/ict/4d

<http://unesdoc.unesco.org/images/0018/001832/183288e.pdf>

www.oecd.org/dev/pea

1.5 Concurrence

•Renforcer la politique de la concurrence contribue pour beaucoup à améliorer le bien-être du consommateur et la productivité. L'OCDE prône l'adoption de pratiques optimales concernant l'application du droit de la concurrence et

encourage les pouvoirs publics à protéger et promouvoir la concurrence sur les marchés.

•L'OCDE s'est activement employée à promouvoir des procédures d'appel d'offres plus ouvertes à la concurrence dans la passation des marchés publics, en élaborant des Lignes directrices pour la lutte contre les soumissions concertées dans les marchés publics et en mettant en place un projet visant à renforcer les capacités de détecter et prévenir les soumissions concertées. Ces travaux intéressent directement l'Afrique. Les soumissions concertées dans les marchés publics peuvent avoir des répercussions très négatives sur l'économie. Elles sont à l'origine d'un énorme gaspillage en termes de dépenses publiques et font le lit de la corruption. Le surcoût qui découle de l'élévation artificielle des prix pénalise le consommateur et ampute la capacité des pouvoirs publics d'acquérir des biens et services à des prix concurrentiels. Le projet est actuellement étendu à l'Afrique du Sud. L'OCDE entend accroître le nombre de procédures judiciaires abouties dans le cadre d'affaires de soumissions concertées et, plus généralement, de décourager les ententes. Le projet pourrait permettre une économie substantielle de ressources publiques.

2

FINANCES PUBLIQUES

FISCALITÉ, BUDGETISATION ET DÉPENSES PUBLIQUES, ET GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE

Les gouvernements doivent pouvoir gérer efficacement les finances publiques. L'OCDE s'applique à partager son savoir-faire avec ses partenaires africains dans trois domaines clés de l'action publique : la fiscalité, les dépenses publiques et la gestion de la dette.

2.1 Fiscalité

• La mobilisation de ressources intérieures par le biais de la fiscalité joue un rôle clé pour les pays africains car elle leur permet d'accroître les recettes dont ils ont besoin pour atteindre les OMD et améliorer la gouvernance, grâce à un renforcement des relations entre l'État et les citoyens passant par la reddition de comptes. Une conférence sur la fiscalité, la gouvernance et le renforcement des capacités, qui a réuni dirigeants d'administrations fiscales et hauts fonctionnaires d'une trentaine de pays

africains, ainsi que de pays partenaires et d'organisations internationales, s'est tenue au mois d'août 2008 en Afrique du Sud.

• La réunion a abouti à la diffusion du Communiqué de Pretoria, qui met en place un Groupe de pilotage des dirigeants d'administrations fiscales africaines en vue du lancement d'un Forum africain sur l'administration fiscale. A la suite des travaux menés par un Comité de pilotage formé des commissaires de l'Afrique du Sud, du Botswana, du Cameroun, du Ghana, du Maroc, du Nigeria et du Rwanda, le Forum a

été officiellement lancé le 19 novembre 2009 en Ouganda. Des réunions techniques très réussies préalables au lancement du Forum sur l'application des prix de transfert et la taxation des ressources naturelles ont été organisées par l'OCDE en collaboration avec d'autres partenaires au développement. Le Forum est une initiative africaine à partir de laquelle seront mis au point des mécanismes permettant l'échange d'expériences sur les bonnes pratiques, l'analyse comparative des performances, le renforcement de la coopération entre les administrations fiscales et la définition d'un cap stratégique à leur intention. L'OCDE, par l'intermédiaire du Comité des affaires fiscales et du CAD, apportera son soutien à l'initiative.

- L'édition 2010 des Perspectives économiques en Afrique comporte une étude approfondie de la mobilisation des ressources publiques et de l'aide en Afrique. Il s'agit de la première étude couvrant les administrations fiscales de tous les pays du continent ; elle a été menée à bien à la suite d'une demande du G20 qui avait invité l'OCDE à apporter sa contribution au dialogue international dans le domaine de la fiscalité.

- L'OCDE mène depuis 1999 des programmes dans le domaine de la fiscalité avec l'Afrique australe, l'Afrique du Nord et l'Afrique de l'Est, rassemblant ainsi des fonctionnaires des administrations fiscales de pays de l'OCDE et

de pays africains qui confrontent leurs expériences respectives en matière de politique fiscale et de renforcement des capacités dans l'administration fiscale. Le dialogue porte en priorité sur des questions intéressant au premier chef l'Afrique comme les régimes applicables aux prix de transfert, les conventions fiscales, la fuite de capitaux, la vérification des comptes des entreprises multinationales ou encore l'aide à la réforme fiscale. Ces travaux se poursuivront, conjointement avec le Forum africain sur l'administration fiscale.

Principal lien :

www.oecd.org/tax/globalrelations

2.2 Budgétisation et dépenses publiques

- L'OCDE et son Groupe de travail des Hauts responsables du budget (HRB) sont reconnus comme la première instance mondiale de concertation sur les questions internationales relatives à la programmation budgétaire. Inspirée du Réseau des HRB de l'OCDE, l'Initiative africaine concertée sur la réforme du budget (CABRI) a été lancée en 2004. Elle met en présence les directeurs du budget et autres

hauts fonctionnaires des finances publiques de 24 pays africains qui se rencontrent une fois par an pour confronter leurs expériences respectives et s'en inspirer mutuellement afin d'améliorer leurs systèmes de budgétisation.

- L'OCDE, qui a étroitement collaboré avec les services du trésor sud-africains pour la mise en place de la CABRI, continue depuis d'être étroitement associée au processus. A chaque réunion annuelle de la CABRI, l'OCDE partage les résultats de ses travaux pertinents sur la budgétisation et les dépenses publiques. Tout récemment, l'OCDE et la CABRI ont étendu à l'Afrique l'Enquête de l'OCDE sur les pratiques et procédures budgétaires qui permet de produire pour 24 pays africains des données comparables portant sur l'élaboration du budget, son approbation par le parlement, son exécution et l'audit budgétaire. Ces données sont actuellement analysées en coopération avec la BAfD.

Principal lien :

www.oecd.org/gov/budget-fr

2.3 Gestion de la dette publique

- Ateliers régionaux, organisés par l'OCDE, sur la gestion de la dette et les marchés d'obliga-

tions en Afrique : une bonne gestion de la dette publique permet aux responsables africains de développer des marchés de titres d'État en monnaie locale, de s'intégrer dans un réseau mondial de gestionnaires de dette et de mieux sensibiliser les décideurs, les investisseurs et d'autres parties extérieures à l'Afrique aux progrès accomplis sur ce continent. Il est admis que l'OCDE joue un rôle de chef de file en matière de gestion de la dette publique et de marchés d'obligations d'État, deux domaines essentiels pour l'Afrique. Sous l'impulsion de participants de la région, l'OCDE organise ces ateliers annuels depuis 2007.

• Forum de l'OCDE sur la gestion de la dette publique en Afrique : en réponse à une demande du Sommet du G8 de 2007, l'OCDE a intensifié ses efforts visant à échanger des pratiques exemplaires avec des gestionnaires de la dette, gouverneurs de banques centrales et autres responsables financiers africains participant à la gestion de la dette publique grâce à une série de projets et de forums annuels. Le Forum annuel de l'OCDE sur la gestion de la dette publique en Afrique permet aux participants de confronter leurs expériences respectives sur les pratiques exemplaires de l'OCDE et sur des questions liées au développement du marché des titres de la dette publique intéressant particulièrement l'Afrique.

• Base de données sur la dette de l'administration centrale en Afrique : dans le cadre du plan d'action du G8 pour le développement des marchés obligataires dans les économies émergentes, l'OCDE a par ailleurs créé une base de données sur la dette de l'administration centrale en Afrique en utilisant sa méthodologie pour produire des données statistiques fiables pouvant servir de socle à la réalisation d'analyses comparatives et à l'élaboration de recommandations. Cette base de données sera publiée chaque année, de même qu'un aperçu, par pays, des pratiques de gestion de la dette en Afrique et de l'évolution des marchés africains de titres de la dette publique.

Principaux liens :

www.oecd.org/daf/pdm/africa

www.publicdebtdbnet.org

3

GOUVERNANCE

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ; GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE ET GOUVERNANCE PUBLIQUE

La faiblesse des institutions publiques au niveau local, régional et central, la médiocrité de la gestion du secteur public et la corruption dans les secteurs public et privé sont autant de facteurs qui pèsent sur la croissance économique, les échanges, l'investissement et la création d'emplois. L'OCDE est à l'origine d'instruments et de principes internationalement reconnus qui établissent des règles du jeu en la matière. Avec ses partenaires africains, elle s'emploie activement à les promouvoir également en Afrique.

3.1 Lutte contre la corruption

•La Convention de l'OCDE sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales (Convention de l'OCDE contre la corruption) a reçu un écho international en tant que seul et unique instrument mondial de lutte contre la corruption active dans le cadre de transactions commerciales transnationales. On dénombre actuellement 38 États signataires de la Convention de l'OCDE contre la corruption (31 pays de l'OCDE et 7 pays non membres). L'Afrique du Sud a ratifié la Convention en 2007 ; elle est le

premier pays africain à l'avoir fait. L'Afrique du Sud est désormais membre du Groupe de travail de l'OCDE sur la corruption d'agents publics étrangers dans le cadre de transactions commerciales internationales et participe à ce titre au mécanisme d'examen mutuel mis en place par le Groupe de travail pour suivre la mise en œuvre de la Convention. L'OCDE a récemment reçu le prix annuel décerné par la revue « African Investor » pour son rôle central dans ce combat.

•L'OCDE et la BAFd ont récemment mis sur pied une Initiative de lutte contre la corruption et de promotion de l'intégrité dans les activités com-

merciales pour aider les pays africains dans leur combat contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales et pour améliorer l'intégrité et la transparence dans les entreprises tout en étayant la croissance par des actions systématiques en faveur de l'instauration de conditions propres à attirer les investissements étrangers.

• Mise en œuvre avec d'autres organisations régionales et internationales et d'autres acteurs clés de la région, cette Initiative aura pour objet de mettre au point et de faciliter l'application de politiques efficaces pour combattre la corruption et promouvoir l'intégrité dans les entreprises en exploitant et en renforçant les synergies entre la Convention de l'Union africaine sur la prévention et la lutte contre la corruption, la Convention des Nations unies contre la corruption et la Convention de l'OCDE. Un rapport intitulé en anglais *Stocktaking Report on Business Integrity and Anti-Bribery Legislation, Policies and Practices in Twenty African Countries*, dont les auteurs tentent de faire le point sur l'état de la législation, des politiques et des pratiques appliquées au service de l'intégrité dans les entreprises et de la lutte contre la corruption dans vingt pays d'Afrique, a été publié récemment avant de faire l'objet d'une réunion technique qui a rassemblé en décembre 2009 des représentants de l'OCDE et de la BAFD. Les

conclusions de ce rapport serviront de point de départ pour la définition d'une Ligne d'action pour l'Afrique en matière de lutte contre la corruption et de promotion de l'intégrité dans les entreprises, laquelle constituera l'ossature de l'Initiative conjointe. Cette ligne d'action sera débattue, puis adoptée, lors de la première réunion du groupe d'experts anti-corruption à l'échelon régional qui aura lieu à l'automne 2010.

• Le Réseau sur la gouvernance (GOVNET) du CAD apporte son soutien à des donateurs œuvrant dans plusieurs pays africains afin de renforcer la coordination autour de principes communs d'action contre la corruption.

Principaux liens :

www.oecd.org/corruption-fr

<http://www.oecd.org/daf/anticorruption/convention>

www.oecd.org/gov/ethique

3.2 Gouvernance publique et développement régional

• Les publications, normes et orientations de l'OCDE sur la bonne gouvernance sont examinées et appliquées par les pays africains,

notamment celles qui concernent la lutte contre la corruption, la gestion des ressources humaines, la gestion des finances publiques, la réforme de la réglementation ou la rationalisation de l'administration.

• Depuis 2005, le Programme OCDE-MENA pour la gouvernance vise à soutenir les réformes de la gouvernance en Afrique du Nord grâce à un dialogue régional sur les politiques, le renforcement des capacités et les échanges entre pairs. L'OCDE travaille actuellement à l'élaboration d'un rapport d'étape sur la gestion publique au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Depuis 2008, l'Égypte participe, en qualité d'observateur régulier, aux travaux du Comité de la gouvernance publique et de ses organes subsidiaires.

• Le Partenariat pour la gouvernance démocratique (PGD) a pour objectif d'accroître la capacité des États sortant d'un conflit ou en situation de fragilité de renforcer leurs moyens dans le domaine de la gouvernance et d'améliorer les services publics proposés aux citoyens. Ses responsables travaillent actuellement aux côtés du gouvernement du Libéria afin de soutenir un projet pilote dans le domaine de la justice et collaborent avec des acteurs majeurs de la région comme la BAFD, qui a rejoint le PGD en 2009.

• Le Comité des politiques de développement territorial (TDPC) de l'OCDE dispense aux pays

africains des conseils sur les moyens d'améliorer leurs politiques de développement régional dans le souci d'atteindre des objectifs de compétitivité aussi bien que d'équité. L'Afrique du Sud et le Maroc sont des observateurs réguliers auprès du TDPC. En 2008, l'OCDE a publié un Examen consacré à la ville du Cap et vient d'entreprendre un examen de la région du Gauteng (qui comprend Johannesburg) ainsi qu'un examen de la politique rurale de l'Afrique du Sud.

•Le réseau GOVNET s'emploie à resserrer ses liens avec plusieurs des principales institutions du continent, comme la CEA-ONU et l'Initiative pour la gouvernance en Afrique, ainsi qu'avec des institutions nationales, afin d'examiner les moyens d'améliorer le soutien que peuvent apporter les donneurs au renforcement de la reddition de comptes sur le plan intérieur. Un dialogue avec les diverses parties prenantes sera instauré à cet effet dans plusieurs pays africains, comme le Mali et le Mozambique. Concernant les droits de l'homme, GOVNET prévoit en 2010 deux consultations en Afrique (au Kenya et au Burkina Faso) qui permettront de collaborer avec des praticiens locaux et le personnel des organismes donneurs sur place afin d'avancer le projet de Principes relatifs aux droits de l'homme et à l'efficacité de l'aide dans les

réalités propres au contexte local.

•Dans le cadre de l'initiative visant à donner corps aux priorités énoncées dans le Programme d'action d'Accra en termes de capacités, le CAD travaille actuellement avec le NEPAD et la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (FRCA) à l'élimination des obstacles systémiques et à la diffusion des pratiques optimales en matière de renforcement des capacités au service d'une bonne gouvernance.

•L'OCDE soutient les efforts que déploie l'Afrique du Sud pour mener à bien sa réforme de la réglementation en lui faisant partager son savoir-faire en la matière, en échangeant des informations et en organisant des séminaires sur des thèmes comme les études d'impact de la réglementation et les institutions de réglementation.

Principaux liens :

www.oecd.org/cad/gouvernance

www.oecd.org/mena/gouvernance

www.oecd.org/gouvernance

www.oecd.org/pdg

www.oecd.org/gov/developpementregional

3.3 Comportement responsable des entreprises du secteur des industries extractives

•L'OCDE travaille également en étroite collaboration avec la Conférence internationale sur la Région des Grands Lacs et ses pays membres (République démocratique du Congo et République du Rwanda) en vue de promouvoir l'adoption d'un comportement responsable des entreprises du secteurs des industries extractives et de rompre la "malédiction des ressources" qui pérennise le sous-développement et les conflits violents. Le projet pilote de l'OCDE dans le secteur des industries extractives a vocation à préciser en quoi consiste la diligence raisonnable des entreprises et à déboucher sur l'élaboration d'orientations pratiques et faciles à appliquer sur les mesures de diligence raisonnable des entreprises du secteur des industries extractives dans les zones en proie à des conflits et dans les zones

à haut risque. Les travaux sont menés par un groupe de travail hébergé à l'OCDE qui réunit de multiples parties prenantes et se compose de représentants de pays de l'OCDE et de pays africains, d'organisations internationales, d'organisations régionales, de négociants en métaux et de fournisseurs de métaux, d'entreprises de fonderie et de transformation des métaux, d'organisations professionnelles du pays hôte, d'organisations professionnelles internationales, d'utilisateurs finaux de marques, d'organisations de la société civile, de cabinets de conseil et d'experts indépendants. En avril 2010, ce groupe de travail a adopté une procédure en cinq phases sur la diligence raisonnable pour une gestion responsable de la chaîne d'approvisionnement en minéraux provenant de zones en proie à des conflits¹. Cette procédure a été approuvée par le Groupe d'experts des Nations unies sur la République démocratique du Congo dans son rapport intérimaire de 2010¹. La version finale des orientations devrait être approuvée dans le rapport final du Groupe d'experts, puis intégrée dans une Résolution du Conseil de sécurité des Nations unies. La version finale des orientations sera examinée à Nairobi lors d'une consultation organisée conjointement par la Conférence internationale sur la Région des Grands Lacs et l'OCDE

qui se tiendra les 29 et 30 septembre 2010. Le sous-secrétaire d'État américain aux affaires africaines a souligné que les travaux de l'OCDE dans ce domaine constituent un volet essentiel pour le Plan d'action stratégique des États-Unis sur les ressources minérales provenant des zones de conflit de l'Est de la RDC".²
1 <http://www.un.org/sc/committees/1533/egroup.shtml>[1]
2 www.state.gov/p/af/rls/rm/2010/142243.htm

Principaux liens :
www.oecd.org/daf/investment/mining

3.4 Gouvernement d'entreprise

•Le gouvernement d'entreprise fait partie, au même titre que la gouvernance économique et politique, des trois piliers du Mécanisme africain d'examen par les pairs, signe de son importance pour l'Afrique. Lors de la mise en place de ce Mécanisme, l'UA a avalisé les Principes de gouvernement d'entreprise de l'OCDE qui font désormais référence lors des auto-évaluations et ont également servi de source d'inspiration pour l'élaboration des codes de gouvernement d'entreprise adoptés dans certains pays d'Afrique, dont l'Égypte et l'Afrique du Sud.

•Les régimes régissant le gouvernement d'en-

treprise des entreprises publiques revêtent une importance particulière dans beaucoup de pays d'Afrique. L'OCDE a créé, avec le concours de pays de la région, un réseau d'entreprises publiques du sud de l'Afrique qui rassemble des hauts fonctionnaires, des représentants du secteur privé et de la société civile ainsi que des experts d'autres régions. Les échanges de vues s'appuient sur les Lignes directrices de l'OCDE sur le gouvernement d'entreprise des entreprises publiques. Le réseau a tenu sa première réunion en mai 2008 en Afrique du Sud, et la deuxième au Mozambique en mai 2009.

•L'OCDE collabore par ailleurs étroitement avec d'autres institutions régionales et internationales pour promouvoir l'amélioration du gouvernement d'entreprise dans le secteur privé comme dans celui des entreprises publiques, notamment le Forum mondial sur le gouvernement d'entreprise, la Banque mondiale, la Société financière internationale, le NEPAD et la BAfD.

Principaux liens :

www.oecd.org/daf/affairesentreprises
www.oecd.org/daf/affairesentreprises/publiques
www.oecd.org/daf/corporateaffairs/soe/africa

4

SOCIÉTÉ

ÉDUCATION ET FORMATION, SANTÉ, MIGRATIONS

Si l'OCDE participe à l'orientation de la politique économique, elle intervient également dans les domaines de l'éducation et de la formation, de la santé et des migrations, tous essentiels pour instaurer une croissance économique durable, lutter contre la pauvreté et faire face aux enjeux de la mondialisation. Elle coopère avec des institutions africaines et internationales afin de les faire bénéficier de son expérience en la matière.

4.1 Éducation et formation

- L'examen 2008 du système éducatif de l'Afrique du Sud par l'OCDE a été salué par les autorités et d'autres parties prenantes. En partenariat avec la Banque mondiale, un examen de l'enseignement supérieur en Égypte est en cours. La Tunisie a participé au Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) en 2003, 2006 et 2009.
- Dans le cadre de ses activités globales de renforcement des capacités, le CAD/OCDE contribue à un effort international visant à

l'élaboration de bonnes pratiques en matière de formation et d'approches nouvelles de « l'apprentissage au service du développement », en s'intéressant tout particulièrement au contexte africain.

Principaux liens :

www.oecd.org/edu/nme

www.oecd.org/dev/pea

www.oecd.org/dac/capacitydevelopment

4.2 Santé

- En juin 2007, l'OCDE a organisé, en collaboration avec les autorités des Pays-Bas, un

forum à haut niveau sur le thème *Médicaments contre les maladies infectieuses négligées et émergentes : en améliorer la disponibilité par des politiques cohérentes*. Ce forum a rassemblé plus de deux cents participants de haut niveau de pays de l'OCDE et d'économies en développement, notamment des responsables du monde de l'industrie, des chercheurs, des universitaires, des représentants d'organisations caritatives ou encore d'organisations internationales et non gouvernementales.

- Les participants se sont entretenus sur les moyens à mettre en œuvre pour faire face à la pénurie de nouveaux traitements et techniques de prévention essentiels pour combattre ces maladies. Ils ont également discuté de la nécessité de mettre au point un programme d'action cohérent et évolutif, qui favoriserait l'innovation et aurait pour effet d'accélérer considérablement l'élaboration et la mise sur le marché des médicaments, vaccins et outils diagnostiques destinés à lutter contre les maladies infectieuses négligées et émergentes, qui sévissent de manière disproportionnée dans les pays en développement.

- Ce forum à haut niveau a débouché sur le Programme d'action de Noordwijk pour les médicaments, fruit d'un accord général entre les participants sur les difficultés à régler, les objectifs à atteindre et les mesures à prendre pour

améliorer la disponibilité des médicaments contre les maladies infectieuses et négligées.

Principaux liens :

www.oecd.org/csao/cacao

www.oecd.org/sti/biotechnologie/nma

4.3 Migrations

- La question des migrations devient de plus en plus aiguë dans les pays du Maghreb et d'Afrique subsaharienne. Les travaux de l'OCDE font apparaître toutes les articulations qui existent entre migrations et développement. Ils attirent l'attention sur le fait que les différents acteurs, y compris les pays africains d'émigration, auraient tous à gagner d'une meilleure cohérence entre les politiques migratoires et les politiques de développement.

- La Division des migrations internationales de l'OCDE publie le rapport annuel *Perspectives des migrations internationales*, qui dresse un bilan des flux et des politiques migratoires des pays de l'OCDE (www.oecd.org/els/migrations/pmi). L'édition 2009 consacre certains chapitres à l'impact de la crise sur les flux migratoires et aux moyens de mieux gérer les migrations pour soutenir la croissance économique.

- La Base de données sur les immigrés dans les pays de l'OCDE (DIOC) donne des estimations de la fuite des cerveaux en provenance

de l'ensemble des pays d'origine, y compris d'Afrique, vers les pays de l'OCDE (www.oecd.org/els/migration/DIOC). Cette base renseigne sur les personnes nées en Afrique qui vivent dans la zone OCDE en donnant des renseignements sur leurs caractéristiques démographiques, leur niveau d'instruction et leur statut au regard de l'emploi au moment du dernier recensement de la population réalisé aux alentours de 2000. La base DIOC est en cours de mise à jour et de nouvelles données sur les migrants internationaux dans certains pays africains sont actuellement recueillies. Une seconde base de données, la Base de données sur les migrations internationales, permet de suivre les flux migratoires vers les pays de l'OCDE, notamment en provenance d'Afrique. La mobilité internationale des travailleurs de la santé est un phénomène qui s'est beaucoup amplifié ces dernières décennies. Pour mieux suivre et comprendre les causes et les conséquences de ces flux, l'OCDE (Division des migrations internationales et Division de la santé) a réalisé, en collaboration avec l'OMS, un important projet sur les professionnels de la santé et les migrations. Des données ont été recueillies sur les lieux de naissance et de formation des médecins et des infirmières exerçant dans les pays de l'OCDE. La fuite des cerveaux dans le secteur de la santé en Afrique

est importante et, dans bien des cas, aggrave la crise qui touche les effectifs de la santé. Le site internet consacré au projet présente des données plus récentes, par lieu de formation, sur les médecins et les infirmières africains (www.oecd.org/sante/personnels).

- Le Centre de développement de l'OCDE utilise des données originales pour déterminer l'impact de l'émigration sur le devenir des familles et des communautés d'émigrés du point de vue du marché du travail. Il examinera également les possibles effets sur le développement des politiques migratoires régionales et réunira les partenaires d'Afrique de l'Ouest pour faire connaître les conclusions de ses travaux à l'occasion d'une série d'ateliers qui s'étaleront sur les deux prochaines années.

- En partenariat avec l'IRD (Institut de recherche pour le développement), le CSAO/OCDE participe à l'exécution d'un programme de la Commission européenne qui analyse la cohérence des législations nationales, régionales et internationales du point de vue des migrations internationales ouest-africaines.

Principaux liens :

www.oecd.org/dev/migrations

www.oecd.org/els/migrations/pmi

www.oecd.org/csao/migrations

4.4 Distribution des revenus et réduction de la pauvreté

- L'OCDE travaille actuellement à une étude des tendances de la distribution des revenus et de la pauvreté en Afrique du Sud depuis la fin de l'apartheid. Une première version du rapport a été examinée en octobre 2009 par le Groupe de travail de l'OCDE sur la politique sociale et sa version définitive sera publiée dans la série des *Documents de travail de l'OCDE : questions sociales, emploi et migrations*. En février 2010, un séminaire d'experts qui a réuni des chercheurs et responsables gouvernementaux sud-africains et des experts de l'OCDE, a été organisé au Cap afin de valider les conclusions du rapport et de débattre de leurs conséquences du point de vue de l'action des pouvoirs publics.

Principaux liens :

www.oecd.org/els/social-fr

www.oecd.org/els/social/inegalite

4.5 Travail des enfants

- Le Secrétariat du CSAO/OCDE assure la coordination d'une action régionale visant à « combattre les pires formes de travail des enfants dans les plantations de cacao en Afrique de l'Ouest », qui a été lancée en 2008 à l'initiative du ministère belge des Affaires étrangères et de la Coopération au Développement. Une note de position commune signée par 14 parties prenantes de premier plan met en avant la nécessité d'une approche régionale. En partenariat avec l'Initiative internationale sur le cacao, le CSAO publiera en 2010 un guide des bonnes pratiques et, au début de 2011, les parties prenantes se réuniront dans le cadre d'une conférence internationale afin d'examiner les mesures concrètes à prendre, ainsi que les prochaines étapes.

5

CHANGEMENT CLIMATIQUE RELEVER LES DÉFIS

Enjeu planétaire majeur, le changement climatique met à l'épreuve la capacité de coopération et la créativité de l'OCDE en matière d'élaboration des politiques.

Celle-ci depuis de nombreuses années sur les aspects économiques de ce phénomène. Elle est prête à apporter son soutien aux décideurs des pays d'Afrique — continent qui contribue le moins au problème mais qui y est particulièrement exposé — afin d'identifier les défis et de formuler et mettre en œuvre les mesures nécessaires pour y faire face.

5.1 Changement climatique

• La modification du climat et les problèmes qui s'y rattachent occupent une place importante dans les travaux de l'OCDE en 2010, surtout avec les débats sur la croissance verte et les principales questions à résoudre pour faciliter la définition d'un cadre d'action sur le climat pour l'après-2012. Sont notamment examinés les marchés du carbone et le financement de l'action relative au climat, l'élaboration d'un ensemble efficace et rationnel de mesures

visant à la fois à l'adaptation au changement climatique et à l'atténuation de celui-ci, les moyens de mettre au point des stratégies de développement induisant de faibles émissions, la définition d'une Stratégie de l'OCDE pour une croissance verte et d'autres sujets concernant le cadre d'action sur le climat pour l'après-2012. L'OCDE organise régulièrement des réunions avec les pays partenaires pour débattre de ces questions.

• Cette problématique avait déjà été désignée comme un enjeu clé pour l'Afrique à l'occasion

de la réunion conjointe des ministres de l'Environnement et du Développement, au cours de laquelle ceux-ci ont approuvé un Cadre pour une action commune autour d'objectifs partagés et une Déclaration sur la prise en compte de l'adaptation au changement climatique dans la coopération pour le développement. Par la suite, lors de la réunion à haut niveau qu'ils ont tenue en mai 2009, les membres du CAD et du Comité des politiques d'environnement de l'OCDE ont adopté un Texte et un Document d'orientation pour la prise en compte de l'adaptation au changement climatique dans la coopération pour le développement.

•Le Document d'orientation pour la prise en compte de l'adaptation au changement climatique dans la coopération pour le développement formule des recommandations sur les moyens d'intégrer l'adaptation au changement climatique dans les activités des donateurs et dans les processus de planification nationaux, sectoriels et locaux. Il devrait présenter un grand intérêt pour les décideurs africains et les donateurs internationaux car il présente une vue d'ensemble des effets du changement climatique sur l'Afrique et des recommandations sur les solutions préconisées pour accroître la résilience au changement climatique et s'y adapter. Le document présente en particulier de nombreux exemples de mesures d'adaptation

adoptées en Afrique, par exemple en Afrique du Sud, au Cameroun, au Malawi et au Kenya. La GTZ allemande, en coopération avec l'OCDE, met actuellement au point une formation qui s'en inspire et qui devrait intéresser les décideurs africains. Par ailleurs, des travaux d'évaluation des coûts et des avantages de l'adaptation, en particulier pour les pays d'Afrique exposés aux effets du changement climatique, sont en cours. Un rapport intitulé Aspects économiques de l'adaptation au changement climatique – Coûts, bénéfices et instruments économiques a été publié.

•Le changement climatique, ses répercussions sur l'Afrique et les mesures que les gouvernements des pays du G8/de l'OCDE et d'Afrique doivent prendre pour pouvoir s'y adapter, ont occupé une place importante dans les réunions du FPA. L'Unité de soutien du FPA a travaillé en collaboration avec des institutions africaines de premier plan, dont la CEA-ONU, le Secrétariat du NEPAD, la Commission de l'Union africaine et la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement, ainsi qu'avec les négociateurs de la CCNUCC et du Groupe africain sur les changements climatiques, à l'organisation de la Session spéciale du FPA sur le changement climatique, qui a été accueillie le 3 septembre 2009 au siège de la CEA-ONU à Addis-Abeba, en Éthiopie. Cette manifestation a été

consacrée aux préoccupations et aux attentes de l'Afrique dans la perspective de la Conférence sur le changement climatique (COP 15) organisée par les Nations unies à Copenhague en décembre 2009. Lors de la Session spéciale du FPA, une allocution a été prononcée par M. Meles Zenawi, Premier ministre de l'Éthiopie, ainsi que par des ministres de pays d'Afrique et de pays partenaires de leur développement. La Déclaration conjointe diffusée à l'issue de la réunion a été communiquée à la réunion à haut niveau des Nations unies du 22 septembre et au Sommet du G20 de Pittsburg ; elle est aussi venue nourrir les débats tenus dans le cadre d'autres processus régionaux et internationaux. Cette réunion a permis d'aider les pays d'Afrique à se forger une position commune afin de s'exprimer d'une seule voix lors de la COP 15. L'Unité de soutien a coordonné, en vue de la Session spéciale, la rédaction de deux documents de référence intitulés Action renforcée dans le domaine de la mise au point et du transfert de technologies et Financement carbone en Afrique. Ceux-ci accompagnaient trois documents élaborés par la Commission de l'Union africaine et le Secrétariat du NEPAD, à savoir Action renforcée pour l'adaptation au changement climatique, Action renforcée pour l'atténuation du changement climatique et Financement et investissement pour le changement

climatique. Les documents techniques, la Déclaration conjointe et le texte des allocutions prononcées par les participants de haut niveau peuvent être consultés sur les pages internet du FPA (http://www.africapartnershipforum.org/document/3/0,3343,fr_37489563_37637530_43554931_1_1_1_1,00.html).

• Le CSAO/OCDE coordonne une analyse régionale visant à identifier les incidences possibles du changement et de la variabilité climatiques dans la région sahélienne, et à déterminer quelles conditions et interactions pourraient mettre en péril la sécurité. Une série de cartes des points vulnérables et des risques est en cours d'élaboration, ainsi que trois scénarios d'évolution du climat au Sahel à l'horizon 2040. Par ailleurs, le CSAO/OCDE a publié une note sous le titre *Changement climatique en Afrique de l'Ouest – Stratégies d'adaptation au Sahel* (janvier 2009). Il poursuit l'analyse de cette question et fera paraître, en 2010, un ouvrage sur le débat actuellement consacré au changement climatique et les conséquences possibles de ce phénomène du point de vue de la sécurité dans la région du Sahel.

Principaux liens :

www.oecd.org/env/cc

www.oecd.org/cad

www.oecd.org/csao/changementclimatique

www.africapartnershipforum.org

5.2 Autres questions concernant l'environnement

• L'OCDE participe à une action conjointe avec l'UE dans le cadre de l'Initiative européenne pour l'eau dans plusieurs pays africains, afin d'aider à assurer la viabilité financière du secteur de l'eau. Des projets portant sur la planification financière stratégique dans le secteur de l'alimentation en eau et de l'assainissement en Égypte et au Lesotho ont été achevés en 2009, et un projet complémentaire sur les conditions-cadre de la participation du secteur privé en Égypte est maintenant proche de son terme. Le rapport intitulé *De l'eau pour tous: Perspectives de l'OCDE sur la tarification et le financement*, qui tire les enseignements de l'expérience de plusieurs pays d'Afrique et présente des données nouvelles sur l'aide au secteur de l'eau en Afrique, a été lancé par le Secrétaire général à l'occasion du 5e Forum mondial de l'eau tenu en mars 2009. Un nouveau projet sur la participation du secteur privé, qui doit s'achever en 2010, a récemment été lancé en Égypte. De nouveaux travaux, consacrés au financement de la gestion des ressources en eau, donneront notamment

lieu à la réalisation d'études de cas sur l'Afrique du Sud et l'Ouganda.

• L'OCDE et les ministères et autres organismes chargés de l'environnement et du développement collaborent avec les autorités et des institutions du Burkina Faso, du Cameroun, du Ghana, du Kenya, du Malawi, de l'Ouganda et d'autres pays en développement, à l'élaboration d'*Orientations sur le renforcement des capacités pour la gestion de l'environnement*. Dans le cadre de cet exercice, la Direction de l'environnement et la Direction de la coopération pour le développement ont organisé conjointement, en mars 2010 au Malawi, un atelier sur *L'efficacité de l'aide et l'environnement*. Celui-ci était consacré à l'intégration des questions d'environnement dans la planification et la budgétisation au niveau national.

6

ÉTUDES ET STATISTIQUES

L'OCDE publie des Perspectives économiques semestrielles comprenant des analyses et des prévisions pour les grandes économies mondiales, ainsi que des études économiques quasi annuelles pour chaque pays membre et certains non membres. Elle est l'une des sources les plus vastes et les plus fiables au monde de statistiques comparatives, notamment économiques et sociales, couvrant des domaines aussi divers que les comptes nationaux, les indicateurs économiques, les échanges, l'emploi, les migrations, l'éducation, l'énergie, la santé et l'aide au développement.

6.1 Études économiques

• Les *Perspectives économiques en Afrique* fournissent des données comparatives et des analyses sur les tendances économiques, politiques et sociales en Afrique, fondées essentiellement sur des prévisions macroéconomiques originales, afin d'aider à identifier les politiques efficaces. Elles couvrent désormais 50 économies africaines sur 53, qui représentent ensemble plus de 97 % de la production économique du continent. L'OCDE continuera de participer aux éditions futures des PEA, la coordination du projet étant assurée par la BAFD. Le texte intégral du

rapport est accessible gratuitement en ligne à l'adresse www.AfricanEconomicOutlook.org/fr. Cette année les dispositifs de manipulation des données ont été améliorés afin de permettre aux utilisateurs de personnaliser les graphiques et tableaux. Comme c'était déjà le cas, les bases de données peuvent être consultées, couplées avec un SIG et téléchargées.

• L'OCDE a récemment entrepris une deuxième étude économique de l'Afrique du Sud, devenue en 2007 l'une des cinq grandes économies émergentes à participer à un programme d'engagement renforcé avec l'OCDE. L'Afrique du Sud occupe une place importante dans la région, non seulement en tant que puissance écono-

mique dominante, mais aussi comme modèle économique et politique pour les autres pays d'Afrique subsaharienne. Présenté par le Secrétaire général en Afrique du Sud, en juillet 2008, le premier rapport de l'OCDE, intitulé « Évaluation économique de l'Afrique du Sud » analyse la stratégie de développement national du pays et examine en profondeur deux problèmes majeurs : le niveau extrême du chômage et la faiblesse de la concurrence sur les marchés de produits. Le deuxième rapport correspond en fait à la première Etude économique de l'Afrique du Sud à proprement parler, exercice qui sera désormais réalisé à intervalles réguliers comme c'est déjà le cas pour d'autres grands pays non membres tels que le Brésil, la Chine, l'Inde et l'Indonésie. La première Étude économique de l'OCDE consacrée à l'Afrique du Sud a été examinée par le Comité d'examen des situations économiques et des problèmes de développement en mai 2010 et sera publiée en juillet 2010. Y sont abordées les répercussions de la crise mondiale sur l'économie sud-africaine, de même qu'un certain nombre de questions liées à l'accélération des taux de croissance à long terme, notamment les affinements à apporter au cadre d'action macro-économique ; le chapitre de fond dédié aux questions structurelles présente quant à lui des recommandations concernant les moyens de relever le taux d'emploi dans ce pays où il reste faible.

• En outre, depuis l'automne 2008, les *Perspectives économiques* de l'OCDE contiennent une note par pays sur l'Afrique du Sud où sont analysés les évolutions économiques récentes et les grands enjeux actuels et fournies des prévisions pour les principaux indicateurs économiques. Depuis 2001, l'économie sud-africaine est également passée en revue dans les *Perspectives économiques* en Afrique.

• Le CSAO publie un magazine trimestriel, *L'Observateur de l'Afrique de l'Ouest*, où sont analysées dans une perspective régionale les principales tendances politiques, économiques et sociales dans la région. Un portail d'information sur l'Afrique de l'Ouest est en cours de préparation, avec la collaboration de la CEDEAO.

Principaux liens :

www.africaneconomicoutlook.org

www.oecd.org/afriqueusud

www.oecd.org/swac/westafricaobserver

6.2 Statistiques

• L'OCDE héberge le Partenariat statistique au service du développement au XXI^e siècle (PARIS21), qui aide les pays africains à renforcer leurs capacités statistiques. Son action consiste surtout à leur prêter concours pour la mise au point, l'application et le suivi des stratégies nationales. Les activités englobent l'élabora-

tion d'orientations méthodologiques pour la conception et la mise en œuvre de stratégies, la facilitation de la coordination avec les partenaires internationaux pour la mobilisation de ressources, ainsi que l'archivage et la diffusion des microdonnées d'enquête existantes. PARIS21 fournit aussi un soutien pour l'intégration des statistiques dans les discussions de fond à haut niveau, et réalise des études annuelles sur le soutien technique et financier aux statistiques dans tous les pays en développement.

• L'OCDE a par ailleurs participé en Afrique aux préparatifs du troisième Forum mondial sur les statistiques, les connaissances et les politiques, qui s'est tenu en octobre 2009. L'OCDE et la BAFD étudient la façon de coordonner au mieux le projet global sur la mesure du progrès des sociétés (pilote par l'OCDE) et l'initiative de la BAFD sur le développement à l'horizon 2050. Une formation intitulée « Statistiques, connaissances, politiques publiques : comprendre le changement des sociétés » a été organisée à Durban en août 2009, à la veille de la conférence de l'Institut international de statistique.

Principaux liens :

www.paris21.org

www.oecd.org/progres

7

COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT

Au sein de l'OCDE, c'est au Comité d'aide au développement (CAD) qu'incombe officiellement le traitement des grandes questions se rapportant à la coopération pour le développement : suivi des apports d'aide, action en faveur de l'efficacité de l'aide au regard du développement, conduite d'examens par les pairs des activités des organismes donneurs, ainsi que définition de cadres d'action et d'orientations sur des questions spécifiques.

7.1 Suivi des apports d'aide à l'Afrique

•L'OCDE, dont l'une des missions est de fournir des statistiques fiables et comparables, publie des données détaillées et une analyse des apports d'aide à l'Afrique, et au reste du monde. Celles-ci sont présentées sous la forme de graphiques et de tableaux comparatifs qui font ressortir les spécificités et les principales tendances de l'aide à l'Afrique (voir annexe 2).

•Par ailleurs, l'OCDE recueille désormais des données sur les plans prévisionnels de dépenses des donneurs qui, associées aux analy-

ses statistiques de la fragmentation et de la concentration de l'aide, fournissent des éléments pour s'attaquer au problème de la fragmentation de l'aide et améliorer la division du travail entre les donneurs.

•L'OCDE analyse également la répartition sectorielle de l'aide, ce qui lui permet de mettre en regard les besoins spécifiques des pays bénéficiaires avec les types d'aide qu'ils reçoivent et les secteurs destinataires.

•Enfin, l'OCDE collecte, analyse et publie chaque année des données sur l'aide et les apports autres que l'aide (échanges, investissement direct, envois de fonds de l'étranger, flux illégitimes, dépenses de maintien de la paix) à une trentaine de pays d'Afrique subsaharienne en situation de fragilité afin de veiller à ce que

« les États fragiles ne soient pas laissés pour compte » Le rapport met également en lumière un éventail de questions qui exigent la mobilisation de l'ensemble de l'administration.

7.2 Reddition mutuelle de comptes

•Avec le concours de la CEA-ONU, l'OCDE a rédigé le Rapport 2009 de l'*Examen mutuel de l'efficacité du développement en Afrique* et prépare actuellement la version 2010 (censée paraître avant le sommet des Nations unies consacré au bilan des progrès vers les OMD prévu en septembre). Cet examen est à la fois un exercice de « reddition mutuelle de comptes », qui évalue ce qui a été fait pour honorer les engagements souscrits, et un examen de « l'efficacité au regard du développement », qui mesure les résultats obtenus. Quatre thématiques centrales y sont traitées : la croissance économique durable, l'investissement dans l'humain, la bonne gouvernance et le financement du développement.

•Un rapport plus détaillé sur le *Financement du développement en Afrique* a été préparé pour la 11e réunion du Forum pour le partenariat avec l'Afrique, qui s'est tenue au siège de l'UA à Addis-Abeba en novembre 2008. Ce document a

fait l'objet d'une mise à jour, parallèlement à la réalisation d'une analyse des effets de la crise économique mondiale sur l'Afrique, en vue de la 13e réunion du FPA. L'Unité de soutien collabore étroitement avec l'Agence de planification et de coordination du NEPAD, la CEA-ONU, l'UA et les partenaires au développement pour l'organisation de ces réunions semestrielles et des réunions thématiques du FPA.

Principaux liens :

www.africapartnershipforum.org

7.3 Amélioration de l'efficacité du développement

•Le Groupe de travail sur l'efficacité de l'aide du CAD est un partenariat international entre donneurs et pays partenaires dont l'objectif est de veiller à ce que l'aide contribue le plus efficacement possible à faire reculer la pauvreté.

•En 2009, dans le prolongement du 3e Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide tenu au Ghana en septembre 2008, le Groupe de travail a ouvert sa structure de gouvernance aux pays partenaires, l'Égypte en assurant la coprésidence avec la Commission européenne, et cinq autres pays africains sié-

geant désormais à son Comité exécutif.

•L'OCDE a organisé une manifestation parallèle en marge de la réunion de la Commission économique pour l'Afrique tenue au Caire le 5 juin 2009, laquelle a rassemblé des participants de 13 pays africains, et des représentants de plusieurs institutions régionales et organismes des Nations Unies. Ils y ont débattu des grands défis à relever pour honorer les engagements souscrits en matière d'aide dans le contexte du programme d'action à l'appui de l'efficacité de l'aide. Cette manifestation, animée par le Président du CAD, a rappelé l'importance de la prévisibilité des apports dans le contexte de la crise financière et la nécessité de promouvoir la mise en place de systèmes fiscaux efficaces et d'un climat favorable à une meilleure mobilisation des recettes.

•En mars 2010, la Bafd et le Réseau informel des responsables de la communication du CAD (DevCom) ont organisé à Tunis, en Tunisie, une table ronde sur le thème « L'aide multilatérale et le grand public : améliorer la communication autour des résultats », lors de laquelle plus d'une cinquantaine de responsables de la communication venant de ministères et organismes bilatéraux et d'institutions multilatérales se sont penchés sur les moyens d'améliorer les pratiques de communication à propos de l'aide multilatérale.

•L'OCDE fournit une enceinte pour le Processus de dialogue de Heiligendamm-L'Aquila (PHA). Cette initiative du G8-G5 vise à étudier des moyens de renforcer les synergies entre la coopération Sud-Sud et la coopération Nord-Sud et de rehausser l'efficacité du développement, en Afrique en particulier. Un atelier sur la coopération triangulaire (Tunis, 4-5 février 2009) organisé conjointement avec la BAFD et associant divers acteurs africains a contribué à améliorer la compréhension mutuelle et permis de mieux cerner les principes d'une coopération triangulaire efficace.

7.4 Définition de cadres d'action

•En plus des travaux décrits précédemment, l'OCDE mène une analyse des politiques et un dialogue sur de grands thèmes du développement. A citer en particulier :

•Les travaux entrepris sur la réduction de la violence armée, qui accordent une attention particulière à l'Afrique. Ils déboucheront sur des notes techniques sur les moyens d'enrayer la violence urbaine et la violence des jeunes, et de resserrer les liens entre la réforme des systèmes de sécurité (RSS) et la réduction de la violence armée.

•Le dialogue sur la réforme des systèmes de sécurité, qui a débouché sur l'élaboration d'un Guide pour le traitement des défis de l'insécurité et du développement en Afrique, se prolonge aujourd'hui par des consultations nationales au Burundi, en Guinée-Bissau et en République centrafricaine, et des formations sur des aspects concrets. Toujours dans le domaine de la RSS, des travaux sont en cours sur la problématique homme-femme, et le suivi et l'évaluation.

•Un Dialogue international sur la construction de la paix et le renforcement de l'État a été lancé en décembre 2008, qui regroupe les donateurs membres du CAD, ainsi que d'autres pays donateurs et des pays partenaires. Ce dialogue international est actuellement coprésidé par la République démocratique du Congo. Parmi les autres partenaires africains figurent la BAFD, l'UA, le Burundi, la Côte d'Ivoire, le Liberia, la République centrafricaine, la Sierra Leone, le Sud Soudan, le Tchad et le Togo.

•L'OCDE met au point une 'boîte à outils' en vue d'améliorer la conception et la mise en œuvre des programmes d'aide pour le commerce, en particulier dans les PMA, pour la plupart africains. Un système de suivi de l'aide pour le commerce a été établi avec l'OMC afin d'améliorer l'efficacité de cette forme d'aide.

•L'OCDE continue d'aider les donateurs et les

pays partenaires à mettre à profit la Déclaration de Paris et le Programme d'action d'Accra pour faire progresser l'égalité hommes-femmes et renforcer les moyens d'action des pauvres, hommes et femmes, en s'appuyant sur les Principes directeurs du CAD sur l'efficacité de l'aide, l'égalité hommes-femmes et l'autonomisation et le renforcement des capacités des femmes (2008). Deux Dossiers d'actualité sur des aspects concrets de la gestion au service de résultats dans le domaine de l'égalité homme-femme, l'un centré sur les organismes donateurs, l'autre sur l'application dans les pays partenaires, ont été établis en 2009, à partir d'exemples relevés au Mozambique, en Zambie, en Ouganda et au Ghana.

•Le CAD et le Réseau d'apprentissage sur le développement des capacités (LenCD) apportent leur soutien à des acteurs africains clés, dont la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (FRCA) et le NEPAD, pour la mise en place d'une vaste plateforme d'apprentissage sur le renforcement des capacités en Afrique.

Principaux liens :

www.oecd.org/cad

www.oecd.org/incaf

www.oecd.org/apf/mrde

www.oecd.org/fsprinciples

www.oecd.org/cad/gouvernance

Publications de l'OCDE en rapport avec l'Afrique

Perspectives économiques en Afrique 2010 - mai 2010

L'édition 2010 des Perspectives, établie par le Centre de développement de l'OCDE avec le concours de la BAfD et de la CEA-ONU, passe en revue le récent bilan économique, social et politique de l'Afrique et contient une section spéciale consacrée à la mobilisation des ressources publiques et à l'aide qui propose une évaluation des progrès accomplis et des obstacles à surmonter pour une fiscalité plus efficace, plus efficiente et plus juste dans la région.
www.AfricanEconomicOutlook.org/fr

L'Observateur de l'Afrique de l'Ouest

Une revue trimestrielle des grandes tendances politiques, économiques et sociales en Afrique de l'Ouest envisagées dans une perspective régionale.

Les enjeux régionaux des migrations ouest-africaines : Perspectives africaines et européennes - avril 2009

Cet ouvrage apporte un regard nouveau, mettant en avant le concept gagnant-gagnant d'une mobilité pour toutes les régions.

Examen mutuel 2009 de l'efficacité du développement en Afrique : Promesses et résultats - mars 2009

Ce rapport conjoint de la CEA-ONU et de l'OCDE est à la fois un exercice de « reddition mutuelle de comptes », qui évalue ce qui a été fait pour honorer les engagements souscrits en matière de développement de l'Afrique, et un examen de « l'efficacité au regard du développement », qui mesure les résultats obtenus. Une mise à

jour pour 2010 sera publiée avant le Sommet des Nations Unies consacré au bilan de la concrétisation des OMD en septembre, tout spécialement consacrée aux progrès accomplis sur la voie de la réalisation des OMD en Afrique à cinq ans de l'échéance de 2015.

Coopération pour le développement – Rapport 2010 de l'OCDE – avril 2010

Cette publication annuelle contient des statistiques et des analyses clés des dernières tendances de l'aide internationale. Elle traite également de l'état d'avancement de la mise en œuvre de la Déclaration de Paris, l'incidence des crises économique, alimentaire et climatique sur les efforts consentis pour atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement, ainsi que les défis de plus en plus difficiles auxquels sont confrontés les donateurs comme les pays en développement.



Perspectives ouest-africaines : Les ressources pour le développement Cahiers de l'Afrique de l'Ouest - octobre 2009

Cette publication conjointe décrit les ressources (économiques, sociales et humaines) de l'Afrique de l'Ouest, dans une perspective régionale.

De l'eau pour tous Perspectives de l'OCDE sur la tarification et le financement - mars 2009

L'eau est indispensable au développement humain et économique, ainsi qu'à la survie des écosystèmes. Ce rapport analytique fait la synthèse des travaux menés par l'OCDE dans ce domaine, en mettant en particulier l'accent sur la gouvernance, l'investissement et la maintenance.

Réduire la violence armée, permettre le développement - mars 2009

Cette publication vise à aider les donateurs à concevoir des programmes efficaces de réduction de la violence armée à l'échelle mondiale.

Ressources naturelles et croissance pro-pauvres Enjeux économiques et politiques - février 2009

Ressources naturelles – Cette publication met en lumière les politiques qui encouragent une gestion durable des ressources naturelles, ainsi que les enjeux politiques pour favoriser une croissance économique à long terme qui profite aux pauvres.

Atlas régional de l'Afrique de l'Ouest Cahiers de l'Afrique de l'Ouest - juillet 2009

Etabli par le CSAO-OCDE, cet Atlas décrit l'Afrique de l'Ouest, sa population, son peuplement, ses territoires, son économie et ses fragilités au moyen de cartes et autres données.

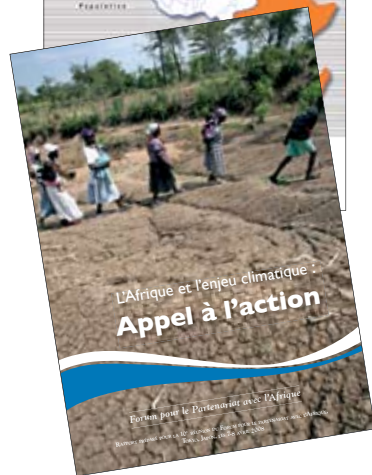
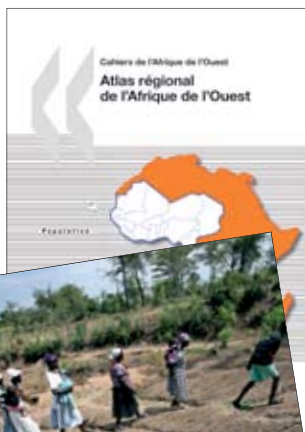


Le financement du développement en Afrique : De Monterrey à Doha - octobre 2008

Ce rapport présente des données et des analyses empiriques relatives aux tendances récentes en Afrique en matière d'épargne intérieure, de mobilisation des recettes publiques, des apports de capitaux privés, d'aide et d'endettement extérieur. Le FPA en a effectué des mises à jour à la mi-2009 et début 2010.

La crise et l'Afrique : Assurer un suivi de la réponse politique internationale - juin 2009

Ce rapport, établi pour la 12e réunion du FPA, dresse un bilan de la réponse de la communauté internationale à la crise financière et économique et à ses répercussions sur l'Afrique. Le FPA en a effectué une mise à jour début 2010. www.africapartnershipforum.org



Changement climatique Session spéciale du FPA sur le changement climatique en Afrique – Addis Abeba, septembre 2009

Articles sur le financement carbone en Afrique ; l'Afrique et l'enjeu climatique : de Bali à Copenhague ; la technologie et le changement climatique.

Document d'orientation pour la prise en compte de l'adaptation au changement climatique dans la coopération pour le développement – août 2009

Ce document d'orientation apporte des informations essentielles et fournit des conseils sur les moyens d'intégrer la question du changement climatique dans le développement. Il a pour principaux objectifs de faire mieux comprendre les conséquences du changement climatique pour l'action concrète en matière de développement, et de rechercher des approches permettant d'intégrer l'adaptation dans les stratégies de développement ainsi que des moyens concrets pour les donateurs de soutenir les pays en développement partenaires dans leurs efforts afin de réduire leur vulnérabilité face au changement climatique.

Adaptation au changement climatique et coopération pour le développement : Document d'orientation

Ce document d'orientation donne des informations et des conseils sur les conséquences du changement climatique pour la coopération pour le développement et sur les moyens d'intégrer l'adaptation aux niveaux national, sectoriel et local.

Renforcer l'intégrité dans les marchés publics : Étude d'apprentissage mutuel au Maroc*

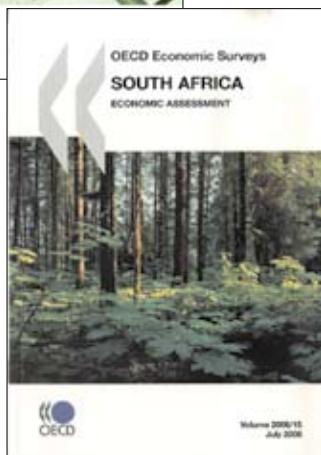
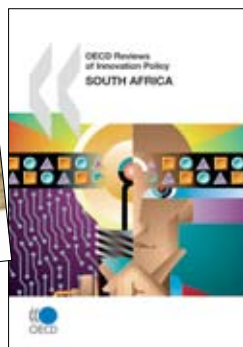
Cette étude, qui examine les éléments législatifs, institutionnels et procéduraux de la gestion et du contrôle des marchés publics au Maroc, est la première application régionale des Principes pour renforcer l'intégrité dans les marchés publics, approuvés sous la forme d'une recommandation de l'OCDE en 2008. La publication est accessible en ligne à l'adresse suivante : www.oecd.org/dataoecd/61/45/41548926.pdf *en français seulement.

Overcoming Barriers to Administrative Simplification

Cette étude tire les leçons de l'expérience de l'Égypte, du Maroc et de la Tunisie ainsi que de plusieurs membres de l'OCDE, à partir du dialogue régional instauré dans le cadre du Programme MENA-OCDE sur la gouvernance. Elle passe en revue les difficultés qui jalonnent généralement la conception et la mise en œuvre d'une stratégie de rationalisation de l'administration et propose diverses approches pour en venir à bout. La publication est accessible en ligne à l'adresse suivante : www.oecd.org/dataoecd/38/11/42112628.pdf

AFRIQUE DU SUD

Pour plus d'informations, allez sur www.oecd.org/africa ou sur la librairie en ligne de l'OCDE : <http://www.oecd.org/bookshop>



OECD Territorial Reviews: Cape Town, South Africa - septembre 2008

Ce rapport recense les principaux biens collectifs dont l'absence se fait sentir, qui pourraient créer des externalités pour les entreprises et favoriser plus d'équité dans la distribution au sein de la deuxième plus vaste région du pays.

Etudes économiques de l'OCDE : Afrique du Sud 2008 - juillet 2008

Ce rapport examine les principaux défis à relever, notamment la réforme des marchés des biens et des services et la concrétisation du potentiel d'emploi de l'Afrique du Sud. Cette publication propose le service StatLinks, ainsi que des adresses URL reliant à des versions Excel® de tableaux et graphiques.

Evaluation économique de l'Afrique du Sud 2008 <http://www.oecd.org/eco/etudes/afriquedusud>

Examen économique – Afrique du Sud 2010 <http://www.oecd.org/eco/etudes/afriquedusud>

Reviews of National Policies for Education: South Africa 2008 - septembre 2008

Cet examen présente un panorama des questions régionales et décrit le contexte historique de l'éducation en Afrique du Sud. Il retrace les évolutions du système éducatif dans le pays au cours des quinze dernières années, et propose en conclusion un ensemble de recommandations stratégiques.

OECD Reviews of Innovation Policy: South Africa - septembre 2007

Un bilan détaillé du système d'innovation de l'Afrique du Sud, qui traite en particulier du rôle des pouvoirs publics, qui présente des recommandations concrètes quant aux moyens d'améliorer les politiques propres à influencer sur la performance en matière d'innovation, dans le domaine de la R-D notamment.

ANNEXE 1

La participation de l'Afrique aux travaux des organes de l'OCDE

Sont énumérés ci-après les pays africains qui prennent part, en tant que participants à part entière ou en qualité d'observateurs réguliers, aux travaux des comités de l'OCDE et de ses organes. La plupart des pays africains, ainsi que l'UA, l'Agence du NEPAD, la BAfD et d'autres institutions clés qui consacrent des travaux à la question du développement de l'Afrique sont membres du FPA. Des organisations régionales, telles que l'UEMOA, le CILSS et la CEDEAO, sont membres du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest.

MAURICE

PARTICIPANT À PART ENTIÈRE

Comité directeur du Centre de développement

SÉNÉGAL

PARTICIPANT À PART ENTIÈRE

Comité directeur du Centre de développement (invité, acceptation à l'étude)

ÉGYPTE

PARTICIPANT À PART ENTIÈRE

Comité directeur du Centre de développement

Projet du Comité de l'investissement sur la « liberté d'investissement, la sécurité nationale et les secteurs 'stratégiques' »

PARTICIPANT

Travaux du Comité de l'investissement en rapport avec la Déclaration de l'OCDE sur l'investissement international et les entreprises multinationales, conformément aux conditions énoncées dans le document C(2001)106/REV1, para. 9-10

OBSERVATEUR RÉGULIER

Comité de l'acier

Comité de la politique de l'information, de l'informatique et des communications et ses organes subsidiaires

Comité de la gouvernance publique

Comité du tourisme

Comité de la politique à l'égard des consommateurs

Comité de la concurrence

MAROC

PARTICIPANT À PART ENTIÈRE

Comité directeur du Centre de développement

PARTICIPANT

Travaux du Comité de l'investissement en rapport avec la Déclaration de l'OCDE sur l'investissement international et les entreprises multinationales, conformément aux conditions énoncées dans le document C(2001)106/REV1, para. 9-10

OBSERVATEUR RÉGULIER

Comité des politiques de développement territorial

AUTRES FORMES DE PARTICIPATION

Forum international des transports (Observateur)

AFRIQUE DU SUD

PARTICIPANT À PART ENTIÈRE

Comité directeur du Centre de développement

Groupe de travail sur la corruption dans le cadre de transactions commerciales internationales du Comité de l'investissement

Session B de la Réunion conjointe du Comité des produits chimiques et du Groupe de travail sur les produits chimiques, les pesticides et la biotechnologie relatifs à l'acceptation mutuelle des données
Sous-groupe des coordinateurs nationaux du Programme sur les lignes directrices pour les essais
Sous-groupe sur les bonnes pratiques de laboratoire (EPOC)

Dans le cadre de la décision C(97)114/FINAL.

Projet du Comité de l'investissement sur la « liberté d'investissement, la sécurité nationale et les secteurs 'stratégiques' »

AFRIQUE DU SUD suite

OBSERVATEUR RÉGULIER

Réunion conjointe du Comité des produits chimiques et du Groupe de travail sur les produits chimiques, les pesticides et la biotechnologie

Comité de l'acier

Comité des statistiques et ses organes subsidiaires

Groupe de coordination du projet mondial
« Mesurer le progrès des sociétés »

Comité de la concurrence et ses Groupes de travail

Comité de la politique scientifique et technologique et ses organes subsidiaires

Comité des affaires fiscales

Comité de la politique de l'information, de l'informatique et des communications

Groupe de travail sur les pensions privées (GTPP)

Comité de l'agriculture, son Groupe de travail des politiques et des marchés agricoles et ses groupes par produits

Comité des politiques de développement territorial

ANNEXE 2

APD à l'Afrique : Résumé

1. 10 premiers bénéficiaires d'APD

Millions de USD, versements nets en 2008

1	Ethiopie	3 327	8%
2	Soudan	2 384	5%
3	Tanzanie	2 331	5%
4	Mozambique	1 994	5%
5	Ouganda	1 657	5%
6	Congo, Rép. dém	1 610	4%
7	Kenya	1 360	3%
8	Egypte	1 348	3%
9	Ghana	1 293	3%
10	Nigeria	1 290	3%
	Autres bénéficiaires	25 411	58%
	Total	44 005	100%

2. 10 premiers donneurs d'APD

Millions de USD, versements nets en 2008

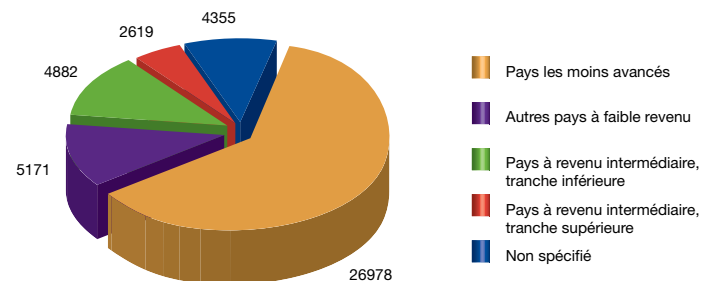
1	Etats-Unis	7 202	16%
2	Institutions de l'UE	6 012	14%
3	IDA	4 053	9%
4	France	3 370	8%
5	Allemagne	2 703	6%
6	Royaume-Uni	2 594	6%
7	FAfD	1 625	4%
8	Japan	1 571	4%
9	Pays-Bas	1 516	3%
10	Fonds mondial	1 372	3%
	Autres donneurs	11 986	27%
	Total	44 005	100%

3. Tendances de l'APD

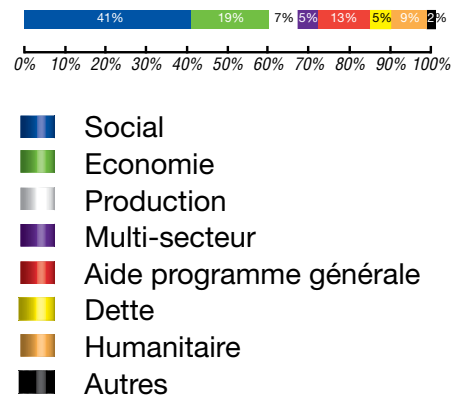
Trends in ODA	2007	2008	% change
Versements nets d'APD (Millions de USD 2007)	39 122	41 849	7.0%
Engagements d'APD (Millions de USD 2007)	46 021	52 181	13.4%
Population (milliers)	957 767	983 193	2.7%
APD nette par habitant (USD)	40.8	44.8	-

4. APD par groupe de revenu

Millions de USD, 2008, versements nets



5. Répartition sectorielle de l'APD en 2008 engagements



Who's who

L'OCDE et l'Afrique : Contacts

Directions de l'OCDE

Centre pour la coopération avec les non-membres

Relations avec les économies non-membres de l'OCDE

www.oecd.org/ccnm-fr
ccnmcont@oecd.org

Coopération pour le développement

Suivi des flux d'aide à l'Afrique, efficacité du développement, définition de cadres d'action, changement climatique

www.oecd.org/cad
dac.contact@oecd.org

Affaires économiques

Études et statistiques
www.oecd.org/eco-fr
eco.contact@oecd.org

Éducation

Éducation et formation
www.oecd.org/edu-fr
edu.contact@oecd.org

Emploi, travail et affaires sociales

Migrations

www.oecd.org/els-fr
els.contact@oecd.org

Environnement

Changement climatique

www.oecd.org/env-fr
env.contact@oecd.org

Affaires financières et des entreprises

Investissement, gestion de la dette publique, lutte contre la corruption, gouvernement d'entreprise

www.oecd.org/daf-fr
daf.contact@oecd.org

Gouvernance publique et développement territorial

Réforme budgétaire, lutte contre la corruption, gouvernance publique et développement régional

www.oecd.org/gov-fr
gov.contact@oecd.org

Science, technologie et industrie

Innovation, santé

www.oecd.org/sti-fr
sti.contact@oecd.org

Statistiques

Études et statistiques, mesure du progrès des sociétés

www.oecd.org/std-fr
stat.contact@oecd.org

Centre de politique et d'administration fiscales

Fiscalité

www.oecd.org/ctp-fr
ctp.contact@oecd.org

Échanges et agriculture

Échanges, agriculture

www.oecd.org/tad-fr
tad.contact@oecd.org

Autres organes connexes

Unité de soutien du Forum pour le partenariat avec l'Afrique

Investissement, échanges, agriculture, changement climatique, , paix et sécurité, financement du développement, suivi de l'impact de la crise
www.forumpartenariatafrique.org
apf.contact@oecd.org

Centre de développement

Études et statistiques, éducation et formation, migrations
www.oecd.org/dev-fr
dev.contact@oecd.org
www.AfricanEconomicOutlook.org/fr

Unité de soutien du Processus du dialogue de Heiligendamm

Dialogue sur les défis mondiaux entre les pays du G8 et du G5
www.oecd.org/hap
hap.web@oecd.org

Paris21

Études et statistiques
www.paris21.org
contact@paris21.org

Unité consultative du partenariat pour la gouvernance démocratique

Gouvernance publique et développement régional
www.oecd.org/pdg
pdgcontact@oecd.org

Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest

Agriculture et sécurité alimentaire, incidence du changement climatique sur la sécurité dans la région, prévention du travail des enfants et promotion des droits de l'homme, politiques d'investissement foncier et régimes d'occupation des terres, coopération transnationale
www.oecd.org/csao
swac.contact@oecd.org

OCDE

2 rue André Pascal, F-75775 Paris Cedex 16, France
Tél.: +33 1.45.24.82.00, Fax: +33 1.45.24.85.00

Pour en savoir plus sur les travaux de l'OCDE sur et avec l'Afrique : www.oecd.org/afrique





www.ocde.org

Forum pour le Partenariat

Support Unit